

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 4 • n° 4

Janvier 2001

3,00\$

COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



Les grands conspirateurs

Trois nouvelles récentes à peu près simultanées: l'opération concentration de la presse par Power Corp., la fusion Vivendi, Universal, Seagram et Canal+, et enfin l'achat du mastodonte Quaker Oats par PepsiCo pour 13,4 milliards US.

Il ne s'agit pas de mentionner ces trois événements pour eux-mêmes, assez banals en soi, mais parce qu'ils devraient provoquer, comme des centaines d'autres, au-delà du fait particulier, une réflexion extrême sur tout ce qui tend à établir un nouveau règne politique, celui de la ploutocratie en voie de devenir le siège universel et usurpé du pouvoir politique.

La phase de mise en place

Il ne se passe pas de jour où l'on ne voie en effet se former au-dessus de nos têtes des galaxies économiques (et donc politiques) nouvelles, dans un univers à part et parfaitement indépendant des peuples et des gouvernements. Ceux-ci se montrent neutres, semble-t-il à jamais, devant une force économique en train de se constituer comme une toile universelle dans laquelle tout le pouvoir politique se sera fixé et concentré, illégitime, incontrôlé, souverain, et toute la force avec lui.

Ce qui est en train de se former morceau par morceau, comme une station orbitale au-dessus des populations, ce n'est pas seulement l'organisation économique de la planète, mais c'est le premier pouvoir vraiment absolu de l'histoire humaine.



Ce pouvoir aura le comble de la puissance et de l'indépendance à l'égard de tout contrôle – avec l'assentiment inconditionnel et servile des pouvoirs inférieurs que deviendront de plus en plus les États.

Ce nouvel empire sans empereur formera sans doute un pouvoir unique avec celui des armées, lequel en fera partie intégrante.

Le train-train des «observateurs»

Ce qui se prépare là échappe pourtant à l'attention quotidienne, celle-ci étant trop ponctuelle. Tandis que les choses se passent à la vitesse de la lumière, on persiste à discuter les événements au cas par cas, un décalage qui ne permet pas de prendre la juste mesure des changements en cours.

L'extrême Puissance dont l'Argent bâtit jour après jour la Superstructure mondiale ne donne pas lieu pour la peine à une projection dont on se servirait pour éclairer l'actualité courante.

La plupart des ploutocrates ne s'aperçoivent probablement même pas de ce qu'ils font. Comme les journalistes, comme les personnalités politiques, comme le menu commerce, ils fonctionnent d'après des habitudes générales immédiates et des perspectives à l'avenant.

Le monde est entraîné plus ou moins sans le savoir dans une très grande révolution, celle de la Finance, en passe de tout prendre et d'établir l'ultime Autorité, celle de la force enfin réunie sous une seule loi, la sienne, sans contrepoids.

Tel est le sens de ce qui est commencé sous nos yeux. L'impérialisme universel. Le pouvoir suprême apolitique et néanmoins politique. L'accession des Grands Conspirateurs au titre de régnants.

Cela se sera joué sous les auspices d'une démocratie compliquée. À terme, celle-ci se réveillera sous un Pouvoir inaccessible et inébranlable.

PIERRE VADEBONCEUR



Nouvelle mesure progressiste L'avenir est dans la pisse

JACQUES BOUCHARD

On vit dans un pays formidable, le plus meilleur, tout le monde sait ça. Un comité scientifique de la Commission européenne a publié un rapport accablant pour l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Pendant plusieurs mois, celle-ci a négligé de procéder à des tests d'urine destinés à mesurer les niveaux d'hormones dans la viande des animaux abattus pour la consommation humaine, parce que son équipement était défectueux. En 1998-99, sur une quinzaine d'échantillons destinés à l'Europe, la majorité contenaient des résidus d'hormones. Le nombre d'échantillons recueillis en abattoir par l'Agence des aliments canadienne ne cesse de diminuer depuis cinq ans. En 1998-99, on a prélevé un grand total de 41 000 prélèvements sur les millions d'animaux abattus dans l'ensemble des abattoirs du Canada.

L'Ontario veut rendre obligatoire la désintoxication des assistés sociaux. Les personnes dont les tests de dépistage s'avèreraient positifs et qui refuseraient de suivre une cure de désintoxication ne seraient plus admissibles à l'aide sociale. Petit détail, il y a 450 000 assistés sociaux en Ontario. À 41 000 prélèvements par année, l'Agence d'analyse des pipis canadiens devrait mettre plus de 11 ans pour passer à travers. Il va falloir augmenter les budgets universitaires, former des scientifiques en pipologie, des techniciens en pipimétrie, et améliorer les technologies de prélèvement et d'analyse. Bernard Landry a sûrement des programmes de subventions en recherche et développement pour lancer quelque chose du genre au Québec.

Le premier ministre Mike Harris a pris la défense du projet en disant qu'il visait surtout à aider. « Nous ne devrions pas, juste parce que quelqu'un dépend de la drogue ou de l'alcool, renoncer à l'aider. Nous devrions faire tout ce que nous pouvons pour fournir de l'aide et des traitements de réadaptations. » (La Presse, 15-11-00)

Bonne idée, c'est un programme d'aide qu'il faudrait appliquer à tous les assistés sociaux, les petits comme les gros. Tous ceux qui reçoivent d'une façon ou d'une autre un chèque de l'État devraient y être soumis, surtout les chefs d'entreprises. Quoi de plus normal lorsque les gouvernements remettent les pouvoirs économiques de l'État à une poignée d'individus ou à des dynasties familiales, que de s'assurer que ces gens n'ont pas besoin d'être aidés, s'ils ont des problèmes de toxicomanies.

Les Desmarais, les Péladeau, les Beaudoin, les Lamarre, les frères Lemaire, Brian Mulroney, Jean Monty, Charles Sirois, les dirigeants de GM, de Kenworth, les présidents des grandes banques, des papetières, des alumineries, et des grandes sociétés d'État, Hydro-Québec, la SAQ, Loto-Québec, Air Canada, Via Rail, etc. Ce serait beau à voir. Toute la belle société de Québec Inc, celle qu'on voit dans Le temps des bouffons, faisant la queue avec les pauvres, pour aller pisser dans les centres de prélèvement, pendant que leurs chauffeurs attendent dans leurs limousines.

Soirée de cinéma Le Couac!

Le Couac, votre canard préféré, présente A l'insu du plein gré, un film de Simon Galiéro sur le merveilleux monde du cinéma québécois. Venez entendre notamment Robert Morin, Micheline Lanctôt et Denis Chouinard raconter leur expérience dans ce joli monde contrôlé par Téléfilm Canada, la SODEC et quelques gros bonnets. Le samedi 20 janvier à 20 heures, au 3655, boulevard Saint-Laurent à Montréal. Contribution suggérée: 4\$.

L'Inquisition au Parlement

C'est le retour de l'Inquisition. Le pavé de l'ours. Un tank pour écraser une mouche. En l'occurrence, une maladresse d'Yves Michaud qui, porté par le flot de ses paroles, s'est trouvé à dériver avec elles.

Michaud, au moment où il prononçait les paroles pour lesquelles on l'a condamné, n'était toujours qu'un simple citoyen. Il souhaitait devenir député, il est vrai, mais il n'était alors pas même candidat officiel.

De cette position, il avait droit à la liberté d'opinion, comme tous les citoyens. Et on avait bien sûr le droit – le devoir dirons certains – de le critiquer. Ainsi le premier ministre pouvait, tout à son aise, émettre des critiques. Mais en vertu de quel principe l'Assemblée nationale toute entière, avec la bénédiction du premier ministre, condamne-t-elle sur la place publique un citoyen pour ses opinions? Qu'une assemblée s'arroge le droit de contrôler la parole des citoyens est inadmissible.

Michaud n'a pas eu la bêtise de prétendre que les camps de concentration nazis n'ont pas existés. Il ne nie pas non plus la tragédie de l'histoire juive à



travers les siècles. Ce n'est pas un négationniste. Ses analyses sont cependant un peu courtes. Sans compter que quelques-unes des influences dont il se réclame, Maurice Barrès par exemple, n'inspirent rien qui

vaille en matière de conception de la société. Cependant, qu'a-t-il dit qui ne pouvait être contesté dans un simple débat public? Est-ce que l'Assemblée nationale est intervenue ainsi lorsque des gens tels Howard Galganov ou Bill Johnson ont vomis sur les Québécois? L'Assemblée nationale a-t-elle condamné Pierre Péladeau pour avoir tenu des propos anti-juifs? Bien sûr que non.

Cette nouvelle condamnation faite suite à celle d'un livre d'André Pratte prononcée par la même assemblée. Pouvez-vous imaginer cela, une assemblée qui condamne un simple livre?

Le rôle de Lucien Bouchard dans cette affaire est particulièrement dégueulasse. Au nom d'une vertu aussi fautive que fabriquée, il tente d'empêcher un homme de valeur, mais certes bavard, d'entrer dans un parlement où il a déjà siégé.

La condamnation pour délit d'opinion, c'est bien la prémisse de temps plus sombres.

LE COUAC



Transgénique: un point de vue de René Riesel

Qui est Monsanto ?

Monsanto est, on le sait, une des toutes premières firmes à s'être engouffrée dans l'exploitation des technologies génétiques. Mais ce n'est pas le seul mérite de cet honnête industriel dont le métier, comme on dit dans son monde, a d'abord été la chimie.

Célèbre pour avoir été le principal producteur de l'agent orange, l'efficace défoliant de la guerre du Vietnam, il a également conçu et fabriqué depuis 1901 de nombreux désinfectants, spécialités pharmaceutiques et pesticides réputés pour leurs propriétés cancérigènes ou leur teneur en dioxines. Rien ne saurait tenir un tel palmarès. Ni l'impressionnante sollicitude qu'il a constamment témoignée aux ouvriers et populations exposés aux contaminations dispensées par ses usines. Ni les centaines de millions de dollars dont il a dû s'acquitter en dépit, et parfois en raison, des manipulations ou des subornations de témoins et de membres de l'administration, auxquelles il s'est fréquemment résigné dans l'intérêt de la liberté du commerce et de l'industrie.

Sa reconversion dans le génie génétique n'allait pas mener Monsanto à renoncer aux pratiques qui sont le fondement de sa culture d'entreprise. Contrats léonins imposés aux cotonniers nord-américains, poursuites judiciaires contre des agriculteurs soupçonnés d'avoir conservé une partie de leur récolte pour la ressemer, mise sur le marché à grande échelle, en Inde et aux États-Unis, de variétés transgéniques défectueuses, pressions sur l'imprimeur britannique de The Ecologist pour l'amener à détruire un dossier consacré à la firme, incitations ouvertes à la délation, intoxic, recours aux plus sinistres polices privées, Monsanto continue de défendre la liberté de commerce et de l'industrie.

RENÉ RIESEL

(extrait de: *Déclarations sur l'agriculture transgénique et ceux qui prétendent s'y opposer*, Paris, Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, 2000)

COURRIER DES LECTEURS

Contre José Bovin

Monsieur le rédacteur en chef,

Je suis un lecteur assidu de votre publication. Je ne crois pas avoir manqué une ligne – que dis-je ? un mot – de tout ce que vous ou vos scribes avez scribouillé depuis quelques belles lures. Un sujet me tient particulièrement à cœur: celui de la désinformation systématique entretenue par vous et vos pousse-crayons à propos de l'un des plus beaux fleurons de l'industrie mondialisée de notre fière aube du XXI^e millénaire.

Je veux bien entendu parler – vous l'aurez deviné, je suppose – du restaurant au grand M jaune. Oui, ce McDonald dont d'aucuns se plaisent et se complaisent à entacher le nom, à ternir la réputation, à friper l'immaculation, à flétrir la fierté légitime, bref en un mot comme en sang, à déshonorer l'honneur.

Des exemples? Vous me demandez des exemples? Vous qui, sous le couvert d'une liberté d'expression inlassablement galvaudée par vos vils dessins, ne cessez sans cesse d'abreuver le public à la source d'un anti-américanisme primaire (pour ne pas dire primitif), vous me demandez de préciser?

Eh bien, soit. Vous êtes-vous fait l'écho, oui ou non, de l'ignoble parole d'un certain José Bovin (ou quel que soit le nom dont sa sinistre mère ait osé l'affubler)? Avez-vous, oui ou non, cherché à infecter l'air pur de nos fières forêts boréales avec les bacilles roquefortesques et pestilentielles de ce médiéval mécréant, incapable de s'adapter au progrès de notre noble race humaine? Vous et vos suppôts idéologiques n'avez-vous pas soutenu la syndicalisation des employés d'un restaurant du centre-ville de Montréal, alors que la tenue exemplaire de la direction à leur égard ne devrait souffrir qu'éloques, remerciements et révérences?

Ignorez-vous, monsieur le rédacteur en chef, que le commu-

nisme, cette bête immonde, n'attend qu'un souffle pour renaître de ses cendres à peine tièdes et venir *ipso facto* menacer l'avenir de nos enfants? « Il n'y a pas de pire cendre que celle qui dort », comme dit le poète.

Or, vous ne vous contentez pas de médire; il faut aussi que vous omettiez de transmettre toute information qui pourrait contredire votre discours partisan. Je veux parler – vous l'aurez deviné, je présume – de l'exploit réussi haut la main par les fiers employés du restaurant McDonald de l'avenue Rosemont, en ce 27 octobre dernier. Entre 12 h 10 et 13 h 10, soit en l'espace d'une heure, ces courageux artisans de la saine alimentation mondialisée ont servi la somme record de 102 repas à leurs sympathiques clients motorisés, battant par là-même leur précédent record, déjà fort enviable, de 83 repas. 102 repas au volant! Votre Jojo Bovidé peut-il en dire autant? Positionner le questionnement, c'est le solutionner.

Cette nouvelle-là, monsieur le rédacteur en chef, vous ne l'ignorez pas. Vous saviez des choses et vous ne les avez pas dites. Pis: vous les avez cachées au public, vous avez continué à le tromper tout en connaissant pertinemment bien la vraie vérité. Ceci, c'est la goutte qui met le feu aux poudres, c'est l'étincelle qui fait déborder le vase. Et je pèse mes mots.

Accablé par tant d'impostures, je suis sûr que vous n'oserez jamais publier ma lettre. Vos lecteurs ne sauront donc jamais le fondement de cette triste affaire.

Luis Cusino

« FORE! »

Pour reprendre les traditions de certains « précieux » journaux, je profite de l'occasion pour vous féliciter pour votre mensuel marginal. Marginalisé, devrais-je dire, car c'est souvent l'autre qui nous pousse dans la marge. (Inspiré de Pierre Falardeau)

Trêve de fleurs et attaquons-nous plutôt au « boguery » de Luis Cusino, lors de son article sur Tiger Woods. (Décembre 2000)

Soyons clairs dès le « départ », ce n'est point sur sa « positionnement » que je veux m'acharner mais plutôt sur son choix de bâton. Notre journaliste commence sa partie en comparant le Premier ministre du Canada au champion du monde de golf. « Un coup d'approche » raté, non justifié, bref non justifiable. Un bois trois pour sortir de la trappe de sable.

Par la suite, il dénigre le choix de ce « bienfaiteur de l'humanité », qui par le golf, a choisi d'aider les enfants défavorisés de Thaïlande. Choix à discuter vous direz. Malgré tout, le golf infantile demeure, à mon avis, plus honorant que la prostitution du même qualificatif. Malgré ses intérêts surtout économiques, le sport reste un outil intéressant dans le développement des enfants. Je préfère regarder ces petits bangkokiens (et non bangkokoï) défavorisés, ces « cervelles sous-alimentées », comme il dit si bien, réussir un trou d'un coup, plutôt que de servir de terrain de jeu pour des hommes d'affaires étrangers...

En terminant M. Cusino, sur des sujets comme celui-ci, il est souvent préférable de jouer la « normale » plutôt que de tenter « l'oiselet » et se retrouver bêtement dans l'eau.

Éric Boucher
Saint-Roch-de-l'Achigan

Écrivez-nous !

Le Couac publie les commentaires de ses lecteurs. Les textes doivent être courts. Nous apprécions (beaucoup) les disquettes. Pour nous rejoindre, le courrier demeure une bonne façon: Le Couac, 2124 rue Laurier Est, Montréal, H2H 1B9. Télécopieur: (514) 521-5599. Vous pouvez aussi envoyer vos textes à: jfncouac@sympatico.ca

► PLOGUES

Info-alternative

Depuis octobre 2000, vous pouvez consulter sur la Toile le Centre des médias alternatifs (CMAQ) qui a comme objectif premier de diffuser de l'information portant sur la mondialisation et le Sommet des Amériques qui aura lieu en avril à Québec. En plus d'être accessible à quiconque cherche de l'information alternative, le CMAQ fonctionne comme une agence de presse libre: vous pouvez y publier vos reportages, entrevues, communiqués, photos, etc. et des médias peuvent s'y approvisionner en nouvelles (en citant la source, bien sûr). Le site est en français, en anglais et en espagnol, et comprend un calendrier d'infos sur toutes les activités organisées en marge du sommet officiel des Amériques. Adresse du site: www.cmaq.net. Courriel: info@cmaq.net.

VLB

Les Éditions Trois-Pistoles annoncent pour la fin janvier la parution de *Bouscotte, le goût du beau risque*, roman de notre collaborateur Victor-Lévy Beaulieu. Avant d'être le téléroman qu'on connaît, *Bouscotte* fut d'abord un roman que l'auteur écrivit il y a quelques années et qu'il laissa dans ses tiroirs, question d'accorder tout son temps aux exigences de l'écriture pour la télévision. Sa besogne étant maintenant terminée pour Radio-Canada, VLB a donc entrepris de peaufiner un livre qui compte 1 500 pages et que les Éditions Trois-Pistoles publieront en trois volumes. Le premier volume, *Bouscotte, le goût du beau risque* paraîtra donc le 5 février prochain. Le deuxième volume, *Bouscotte, les conditions gagnantes*, verra le jour en septembre 2001 et le troisième volume, *Bouscotte, l'amnésie globale transitoire*, sera édité en janvier 2002.

Renaud

Il a traversé la mer, ta-ta-tam! Renaud est de retour au Québec. Il sera en spectacle un peu partout au cours du mois de janvier.

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 287-9467
Par la poste: Le Couac
2124, AV. LAURIER EST, MONTRÉAL (Québec) H2H 1B9

- Abonnement d'un an: 26\$ + taxes = 29,91\$
- Abonnement de deux ans: 46\$ + taxes = 52,91\$
- Abonnement institutionnel et de soutien: 50\$ + taxes = 57,51\$
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 200\$ + taxes = 230,08\$
- Abonnement d'un an à l'étranger: 42\$

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

2124, av. Laurier Est,
Montréal, Québec, H2H 1B9
Téléphone: (514) 521-5499
Télécopieur: (514) 521-5599
Abonnement: (514) 287-9467



Fondateurs: Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
Rédacteur en chef: Jean-François Nadeau
Rédacteur à temps partiel: François Patenaude
Collaborateurs: Gilles Archambault, Normand Baillargeon, Stéphane Batigne, Victor-Lévy Beaulieu, Pierre de Bellefeuille, Michel Bernard, Marco de Blois, Jacques Bouchard, Pierre Drolet, Bruno Dubuc, Francis Dupuis-Déri, Pierre Falardeau, David Ledoyen, François Patenaude, Martin Petit, Aude Ribis, Michel Rioux, Pierre Vadeboncoeur, Nadine Vincent
Illustrations: Boris, Charb, Filio, Luc Giard, Luz, Riss, Tignous, Serge Ferrand. Photographies: Isabelle Clément
Graphisme: Marguerite Binette
Nous remercions *Charlie Hebdo* et *La Vache folle* pour leur collaboration.
Abonnement et publicité: François Patenaude au (514) 287-9467
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec



Desjardins a cent ans

Après s'être payé un publi-reportage télévisé sur TVA avec comme présentateur l'ancien lecteur de nouvelles Jacques Moisan, la fédération Desjardins de Montréal annonce qu'elle poursuit la fête avec ses employés: 400 postes abolis et 200 immeubles vendus, a annoncé le président Proteau.



Le dire et l'écrire

Le ministre de l'Environnement, Paul Bégin, veut alléger la Loi québécoise sur l'environnement parce que, dit-il avec sérieux, en confiant aux pollueurs le rôle de «partenaire» du ministère, on accroît l'efficacité du régime environnemental.

Évidemment, un enfant de cinq ans comprendrait qu'il s'agit là d'une véritable insulte à l'intelligence. Or, dans un rapport confidentiel sur lequel a mis la main Louis-Gilles Francoeur du *Devoir* (11-12-2000), les fonctionnaires du ministre eux-mêmes semblent consternés par le projet de leur patron. Concernant les supposés bienfaits de ce partenariat, ils affirment que «notre expérience [...] nous indique tout le contraire» et que de toute façon, la direction du ministère est si proche des industriels qu'on «voit difficilement comment elle pourrait faire davantage appel aux partenaires». En termes moins officiels, plus vendu que ça, tu meurs.

Mais le plus beau désaveu se trouve un peu plus loin: «Le partenariat avec les associations industrielles influence les prises de décision gouvernementales et amène souvent des recommandations orientées vers la réduction des contraintes environnementales.» C'est dit comme ça, noir sur blanc. Faut-il en rire ou en pleurer? En tout cas, si vous continuez comme ça les gars, vous êtes aussi bien d'écrire directement dans le *Couac!*

BRUNO DUBUC



LE REGARD OBLIQUE

La droite ou la gauche?

Est-il possible de choisir homme plus pitoyable comme premier ministre d'un pays qu'on entend présenter comme possesseur de toutes les vertus, passées, présentes et futures? En grande majorité, on répond non.

Pourtant, il est là, triomphant comme jamais, ce jean-foutre. Les Ontariens ont voté massivement pour l'arrogant fantoche. Les Québécois ont tergiversé comme ils le font souvent. Comme s'ils ne savaient pas qu'à cause de la répartition linguistique, on n'était pas ici en position de chipoter. Parce qu'on n'était pas d'accord avec les fusions municipales, parce qu'on estimait que le Parti québécois n'était plus social-démocrate ou parce qu'on croyait que Gilles Duceppe avait la diction trop molle, on a penché en certains quartiers pour des démocrates qui ont autant le sens des libertés que Georges W. Bush a celui de la vie humaine.

Ces gens-là ont si peur, ils ont si honte de ce qu'ils sont qu'ils sont prêts à toutes les collaborations. Ils présentent leur joue, la droite ou la gauche, avant même qu'on leur demande de le faire. Ils voudraient tant être des Thompson ou des Johnson et vivre à New York ou à Toronto qu'ils se sentent malheureux d'être des Tremblay ou des Lavoie. Leurs joues sont en règle générale marquées de l'empreinte de gifles reçues, mais ils en redemandent.

« Ces gens-là ont si peur, ils ont si honte de ce qu'ils sont qu'ils sont prêts à toutes les collaborations. »

Il ne s'agit plus de croire s'ils sont ou non fédéralistes. Il suffit de constater qu'ils votent libéral comme les brebis qui, au centre Molson, scandent «Go Habs Go» même s'ils ne s'expriment pas en anglais. Tout simplement parce qu'au tableau on réclame qu'ils s'exécutent. Lisent-ils, ces voteurs, Lysiane Gagnon et Alain Dubuc, sont-ils influencés par une télévision et une radio si libérale de cœur? Je ne sais pas.

Il semble bien qu'ils soient plutôt portés par des discours prônant avant tout le bien-être matériel et qu'ils se passent d'idées. Le *statu quo* est leur affaire. Mais il y a plus idiot.

Par exemple, les sbires qui à la télévision – on ne souhaite pas autre chose au petit écran – qui vous disent qu'ils vont montrer à Lucien Bouchard où ils se logent dorénavant. Pas une question de sous – pas beaucoup – eux qui ont été indépendantistes, qui ont eu la carte du parti, annoncent qu'ils sont dorénavant du camp adverse.

Comme beaucoup d'entre vous, je me console en pensant que l'option souverainiste a fait des progrès inouïs depuis quarante ans. Il m'arrive aussi de penser que nous manquons de fermeté. Nous voudrions bien l'indépendance, mais à condition qu'on nous l'offre. Comme si ces choses-là ne se méritaient pas. Voilà pourquoi nous sommes des Canadiens français. La droite, la gauche? C'est fou ce que nous aimons ça.

GILLES ARCHAMBAULT

BANLIEUSARDS TÊTES-DE-LARD



Bouchard ne sait plus où il s'en va

Où est passé le Bouchard impétueux qui renonce à son poste de ministre et fonde le Bloc québécois?

Où est passé le Bouchard volontaire qui tasse Parizeau pour imposer sa propre conception de la question référendaire?

Voici maintenant que son gouvernement se lave les mains de l'enjeu souverainiste.

Ce n'est pas tout. Le gouvernement Bouchard, au mépris d'une décision prise en mai dernier par le congrès national du PQ, refuse de présenter à l'Assemblée nationale le projet de loi antipauvreté. Se prétend-il encore social-démocrate?

Tout aussi incompréhensiblement, Bouchard refuse d'intervenir pour suspendre l'acquisition par Power Corporation (*La Presse*) des quotidiens *Le Soleil*, *Le Droit* et *Le Quotidien*. La concentration de la presse et sa soumission aux grands intérêts financiers atteignent des proportions qui mettent en danger la libre circulation des idées, composante essentielle de la démocratie (voir *Le Couac* du mois dernier).

La mollesse. Le piétinement. L'incertitude.

S'agirait-il aussi de la peur de la critique? Pourtant, le gouvernement fonce à toute vapeur à l'appui des fusions municipales, malgré une énorme critique vociférante. Cette réforme, depuis longtemps nécessaire, a été mal préparée devant l'opinion, ce qui laisse le champ libre à la démagogie de maires qui, ne peut-on s'empêcher de penser, défendent avant tout leurs intérêts dérisoires.

Mais, la partisanerie aidant, le *bunker* se dit sans doute: ce ne sont qu'une bande de libéraux. Et alors, les milieux d'affaires, qui blâmeraient le gouvernement de financer la promotion de la souveraineté, ce ne sont pas, eux aussi, en majorité,

des libéraux? Oui, bien sûr, mais ce sont des poids-lourds, tandis que les maires...

La question taraude les péquistes: Bouchard est-il souverainiste?

Le conseil national du parti, début décembre, ne les a pas éclairés. Bien sûr, à la veille de cette grand-messe des militants, le premier ministre a fait à l'Assemblée nationale une envolée oratoire. «La jonction sacrée, dit-il, se fera.» Mais remettre sur pied le défunt conseil de la souveraineté, avec un soutien financier, pas question.

Indépendantiste ou pas, le président du P.Q. est assez futé pour savoir ce que les militants attendent de lui. Selon le même réflexe, à la veille du congrès de mai, il avait lancé une vigoureuse sortie en faveur de la souveraineté, ce qui lui a valu 90% d'appuis, de quoi le consoler de ses 74% de 1996 qui l'avaient envoyé bouter sous sa tente.

Il ne suffit pas de gonfler l'ego du premier ministre. Il faut réclamer publiquement que le gouvernement passe à l'action. Le gouvernement, dit-on, ne sait que faire pour susciter un regain d'appui à la souveraineté. Avez-vous aussi étonnant que pénible. Relancer le conseil de la souveraineté, justement, serait un bon début.

Bouchard a des scrupules jésuitiques. Le mandat du Parti québécois, dont la pierre d'assise est de transformer la province en pays, comporte évidemment le pouvoir et même l'obligation de promouvoir cet objectif enthousiasmant.

En 1974, le PQ a choisi l'étapisme, c'est-à-dire procéder par référendum. Ce souci démocratique l'honore mais ne le condamne nullement à l'apathie.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Voter pour la pensée unique

La dernière élection a démontré l'impossibilité tragique de renouveler les valeurs et les discours. En chœur, les principaux partis répétaient inlassablement le même credo: le Canada doit devenir hypercompétitif, fiscalement attrayant, faible en réglementations pour affronter la mondialisation. Malgré une croissance de 4,7% du PIB pour l'an 2000, comparée à quelque 3% dans le passé, l'automatisme du discours n'a pas changé. Le dogme de la croissance, moyen devenu fin en soi, est une fuite en avant qui se dissimule le mur dans lequel elle fonce.

Une vraie communauté politique, c'est comme un orchestre: les actes individuels sont concertés pour créer une œuvre qui n'existe que collectivement. Si la moitié des spectateurs quittent la salle, ou si la société est injuste, les «musiciens» ressentiront personnellement

l'échec d'un agir-ensemble. Le jour des élections, un tiers des musiciens ne se sont pas présentés au concert, pardon aux urnes. Mais quelle vision de l'humain avait-on présenté pendant la campagne? Celle d'êtres essentiellement en compétition dans leur poursuite d'objectifs privés. Des «solos», dans le sens de l'autarcie symbolique de ceux qui ne partagent aucun but commun qui les transcende comme individus. La mondialisation a été présentée comme l'excuse inattaquable de l'impuissance des États face aux multinationales, notamment les pétrolières. Aux consciences malheureuses du NPQ qui s'indignaient des neuf milliards de profits des banques, on a rétorqué qu'ils devaient se réjouir car «nos» banques pourraient mieux affronter la mondialisation devenue la causalité inéluctable de tous les excès, de toutes les concentrations y compris celle des médias.

«Le pire ennemi de la souveraineté, c'est l'abstention» lance Bouchard avec esprit de sérieux, au Conseil national du PQ. D'abord, on nous lamine la cervelle à cœur de jour, nous intimant de compresser les impôts, les charges sociales, d'affaiblir les normes environnementales et du travail; après coup on pleure sur le déclin des idéaux civiques. Le même leitmotiv revient, inlassablement: l'hypercompétitivité, la représentation de soi-même comme bétail à profit, l'éducation supérieure subsumée sous le même «contrat de performance» que celui de chez Hygrade, les méga-villes et les mégapocheries justifiées par le même déterminisme économique aveugle: tous les fourvolements de la vision à court terme. On va aller loin avec du monde comme ça!

MICHEL BERNARD

Renouveler le discours de la gauche?

Si il y a un consensus aussi bien chez les politiciens que chez les journalistes, les bons citoyens et les philatélistes, c'est bien que le discours de la gauche a besoin d'une bonne cure de rajeunissement. Il s'agit de prononcer des expressions comme «classes sociales» ou «capitalisme» pour que votre auditoire pousse un long soupir de découragement, roule les yeux au ciel et vous tape dans le dos en vous disant: «mon pauvre vieux, le discours gau-gauche, c'est archaïque. Il n'y a plus que les dinosaures qui parlent de «classes sociales» et de «capitalisme»». Pour s'inspirer, la gauche devrait peut-être aller voir du côté de la droite. Puisque personne ne dit que le discours de la droite devrait

être renouvelé, c'est qu'il doit être vachement hip et terriblement hop.

On trouve dans le discours de la droite l'idée incroyablement nouvelle que le libre marché mieux que l'État permet de produire des richesses. Autre idée toute neuve: la redistribution des richesses par l'État fait fuir les investisseurs, réduit la production et provoque un appauvrissement généralisé de la population. Woah! En voilà de belles idées nouvelles. Autre exemple d'une idée qui a renouvelé dernièrement le discours de la droite: les services sociaux en général et les assistés sociaux en particulier coûtent trop cher à la société. D'autres exemples? Il faut baisser les

impôts. Oh! la! Assurément du jamais vu pour un discours de droite! Enfin, la droite parle de Dieu, allant même jusqu'à nier les théories évolutionnistes et déclarant, sur la foi de la Bible, que les êtres humains et les dinosaures faisaient copains-copains il y a 6 000 ans. Les données scientifiques des paléontologues démontrent pourtant que des millions d'années séparent les deux...

Il n'y a pas à dire, politiciens, journalistes, bons citoyens et philatélistes ont bien raison: le discours de la gauche a l'air particulièrement ringard et dépassé à côté d'un discours de la droite si frais.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Le Couac, janvier 2001, page 4

La forteresse européenne

Les 6, 7 et 8 décembre derniers, avait lieu à Nice (France) le Sommet de l'Union européenne. Des milliers de personnes étaient au rendez-vous afin d'élever leur voix contre la construction de ce qui, vous en jugerez par vous-même, s'avère une véritable forteresse. Les chefs d'État en sont arrivés à une entente de principe sur la modification de l'article 133 du traité d'Amsterdam, qui régit les relations entre les 15 pays membres de l'Union et la Commission en matière de commerce extérieur.

Afin d'en comprendre les enjeux, revenons sur les grandes instances de pouvoir de l'Union européenne. Il y a d'abord la Commission, sorte d'exécutif, qui est formée essentiellement de fonctionnaires associés à différents cabinets d'experts, d'économistes et d'industriels. Son rôle est d'étudier et de proposer les différents projets législatifs, politiques, économiques et sociaux de l'Europe, ainsi que de gérer le budget et de le faire appliquer. Vient ensuite le Parlement, la seule instance directement élue, qui n'a qu'un pouvoir consultatif sur les propositions de la Commission. Les décisions finales reviennent au Conseil de l'Union, présidé à tour de rôle, pendant six mois, par le chef d'État d'un des pays membres. Tout comme le Parlement, il suit généralement les politiques de la Commission. Avant de revenir à l'article 133, il convient de mentionner l'étroite collaboration entre la Commission et différents groupes de lobbies, notamment la Table Ronde Européenne des industriels (ERT), qui elle-même comprend les 48 plus grands patrons européens (Renault, TotalFina, Suez-Lyonnaise) et qui est actuellement présidée par le pdg de Nestlé. Il faut aussi préciser qu'au sein de l'Union, chaque pays dispose d'un nombre de voix proportionnel à son importance économique, pour un maximum de 10 et un minimum de 2.

Un « fast track » à l'européenne

La décision d'amender l'article 133 est en fait l'aboutissement d'un projet cher à notre grand copain Pascal Lamy, commissaire au Commerce, dont le but était de céder à la Commission des pouvoirs qu'elle était jusqu'ici contrainte de partager avec les États membres. À l'origine, tout accord dans les domaines des services, de l'investissement et de la propriété intellectuelle devait être ratifié par la totalité des pays membres de l'Union, chacun d'eux pouvant opposer son veto. Quant au secteur des biens industriels, une simple majorité qualifiée était exigée. Désormais, la majorité qualifiée s'appliquera également aux services, à l'investissement et à la propriété intellectuelle, à l'exception des accords dans les domaines de la culture, des services audiovisuels, de l'éducation, des services sociaux et de la santé, pour lesquels les États conservent leur droit de veto.

Pascal Lamy doit littéralement jubiler. Lui qui, au nom des 15 pays membres de l'Union, négociait déjà avec des instances internationales, dont l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), devait constamment consulter les gouvernements nationaux. Il sera désormais tout à son aise de laisser libre cours à ses idées de grandeur et surtout, d'assouvir sa soif de pouvoir. Sous un tel régime, la France par exemple, ne pourra plus se retirer des négociations d'un accord et y faire échec, comme ce fut le cas pour l'AMI en 1998. Une Europe à deux vitesses dans laquelle nous retrouvons d'un côté, les pays qui ont le plus de poids décisionnel (France, Allemagne) et de l'autre, de simples gouvernements périphériques intégrés économiquement et soumis à volonté de la Commission. Tout ça, pour le plus grand bonheur du patronat.

MARIE-EVE LAMY

PALESTINIENS: FAUT-IL ABATTRE TOUT LE TROUPEAU ?



La liberté expliquée à mon patron



« Il y a une bonne et une mauvaise nouvelle dans cette livraison de l'index of Economic Freedom », affirmaient, le 1^{er} novembre 2000, les auteurs de ce palmarès de la liberté économique publié depuis sept ans par le Wall Street Journal et l'Heritage Foundation¹.

Ainsi présenté, leur raisonnement avait au moins le mérite de la simplicité: la bonne nouvelle, « c'est que la liberté économique continue de progresser à travers le monde, poursuivant l'incroyable avancée de la décennie précédente ». La mauvaise, « que les économies non libres (unfree) continuent d'être plus nombreuses que les libres ». En effet, sur les 155 pays classés², 81 ont une économie « plutôt non libre » ou « réprimée », alors que 74 en ont une « libre » ou « plutôt libre ».

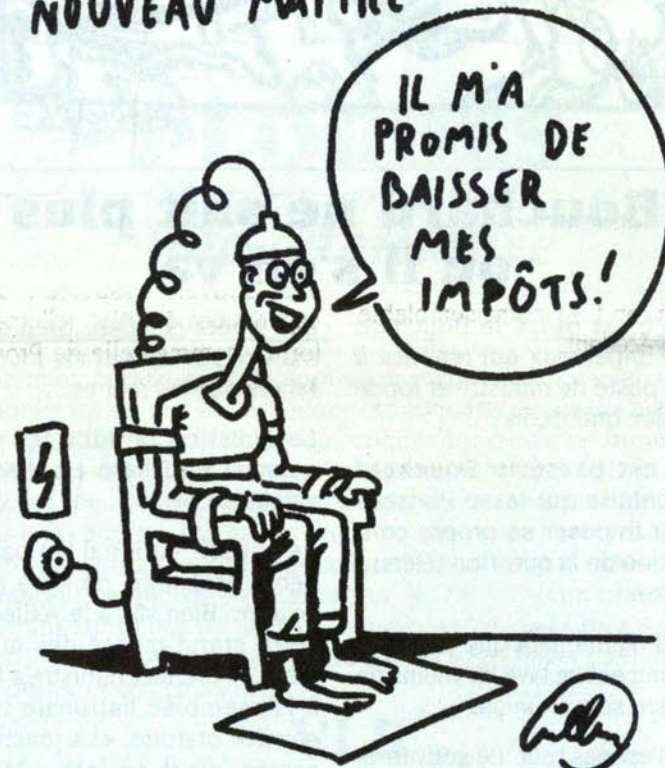
Constatant que le PIB par tête chez les 81 cancre est de 2 800 \$ par an alors qu'il atteint les 21 200 \$ chez les autres, les auteurs du rapport ont prononcé ce verdict sans appel: « Pour parler simplement, la différence entre pauvreté et prospérité tient à la liberté ». Très simplement en effet car, sachant que la catégorie des pays « libres » ou « plutôt libres » comporte la totalité des pays de l'Union européenne, les États-Unis, le Canada et le Japon, ainsi que toutes sortes de micro-États et de paradis fiscaux, le raisonnement global est d'une honnêteté douteuse. Sans même parler du fait que, sur les 50 variables retenues pour établir le classement, aucune ne tient compte des disparités de revenus. La subtilité intellectuelle du rapport apparaît de manière plus saillante lorsqu'on s'arrête au « top 12 » des économies « libres ». On y trouve, aux côtés de pays anglo-saxons (Irlande, Nouvelle-Zélande, États-Unis, Royaume-Uni, Australie) et de paradis fiscaux ou bancaires (Luxembourg et Suisse), de véritables modèles de société comme la province « spéciale » de Hongkong (n° 1), la cité-État de Singapour (n° 2), le sultanat de Bahrein et la république bananière du Salvador (n° 9 ex æquo). Dans la fiche consacrée à ce dernier pays, les auteurs applaudissent le « niveau très bas de dépenses gouvernementales », conséquence des « efforts gouvernementaux en matière de déréglementation ». Bilan enthousiaste qui se ternit cependant à la lecture de sources moins imprégnées de l'idéologie patronale. En effet, le rapport d'Amnesty International pour l'année 2000 au Salvador a surtout retenu que « la crise des institutions a été perceptible tout au long de l'année. Les instances mises en place au terme des accords de paix qui ont mis fin au conflit armé en 1992 [...] étaient confrontées à de graves problèmes. Ces difficultés provenaient essentiellement de l'absence de soutien du gouvernement, et de son inaction ». Ceci explique peut-être cela. On peut enfin déplorer qu'en se félicitant du « niveau très bas d'intervention du gouvernement dans l'économie », le Wall Street Journal et l'Heritage Foundation aient fait preuve de précipitation. À en croire Amnesty International, les autorités et des représentants de l'État ont été accusés de corruption en liaison avec l'utilisation de l'aide reçue après les catastrophes naturelles telles que l'ouragan Mitch ». Après tout, le pillage des caisses est une forme d'intervention comme une autre...

ACQUILÈS
(La Vache folle, N° 28)

1. « Who's Free, Who's Not », The Wall Street Journal interactive edition, 1^{er} novembre 2000.

2. Classement et fiches par pays disponibles sur www.heritage.org. La Heritage Foundation est un think-tank américain connu pour ses positions réactionnaires.

L'AMÉRIQUE A UN NOUVEAU MAÎTRE



Georges Aubin

Au Pied-du-Courant

Lettres des prisonniers politiques de 1837-1839

Ce livre imposant rassemble toutes les lettres et les requêtes écrites par les patriotes de l'intérieur de la prison de Montréal, à l'exception des lettres de Chevalier de Lorimier.



Au Pied-du-Courant • 462 pages, 29,95\$ taxe incluse
Bon de commande à nous retourner

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: Mandat Chèque

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____ Téléphone _____
Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 29,95\$





Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, assistait à New York au mariage de Michael Douglas et Catherine Zeta-Jones le 18 novembre dernier. On le voit ici à cette occasion, croqué au moment où il est en train de travailler à une très sérieuse résolution du Conseil de sécurité en compagnie de ses très sérieux conseillers habituels.

Bande de consommateurs Métamorphose des Tubes

STÉPHANE BATIGNE

Il est curieux de constater qu'en matière de consommation, l'inertie de l'habitude peut se révéler aussi puissante que l'attrait de la nouveauté. En fait, les deux forces s'affrontent sans cesse dans la démarche d'achat. Le consommateur aime essayer de nouveaux produits (de nouvelles « expériences », selon le jargon en vogue), mais il ne faut surtout pas que ses habitudes soient le moins changées. Dilemme? Pas tant que ça : les publicitaires sont passés maîtres dans l'art de faire miroiter l'un tout en assurant l'autre. C'est de cette manière qu'on nous vend le « nouveau » disque d'Isabelle Boulay ou de Céline Dion, en tout point semblable au précédent.

Comme cela aussi qu'on fouette à peu de frais les ventes d'un produit déjà existant. Prenez ces préparations colorées à base de lait et d'additifs de toutes sortes qui se sont appropriées le nom amérindien de l'île d'Orléans pour séduire les enfants. Jusqu'au mois dernier, les Minigo se vendaient par barquettes de six petits pots. Or, voilà qu'arrivent les nouveaux Minigo Tubes, à la composition en tous points semblable à celle de leurs prédécesseurs, mais qui ont sur eux l'avantage de se présenter sous la forme inédite et follement le fun de longs cylindres mous, les fameux Tubes. Ça se mange comme on peut, moitié en aspirant, moitié en léchant ce qui a coulé sur les doigts, mais surtout en moins de temps qu'il n'en faut pour sortir une cuillère du tiroir.

Demandez à un consommateur-cible (un mini gogo) de choisir entre un Minigo traditionnel et un Minigo Tube : c'est bien sûr le dernier qui l'attirera. Pas seulement parce que la forme est nouvelle, que des personnages sympathiques y sont dessinés et que les emballages peuvent servir de marionnettes (c'est en tout cas ce qu'on prétend!), mais aussi parce que... le contenu ne change pas. Changer l'apparence, tant qu'on veut : après tout, la multitude des images n'est-elle pas le trait de notre époque zappeuse? Mais changer le goût, la saveur, c'est une autre histoire...

Sait-on que le goût et l'odorat sont les sens les plus « primitifs »? Les nerfs olfactifs et gustatifs rejoignent le cerveau dans des régions très profondes, où ils côtoient les zones liées aux émotions, aux souvenirs, aux instincts. Voilà pourquoi les

POUR FAIRE TAIRE UN PUBLICITAIRE, IL SUFFIT DE TAPER DESEUS



goûts, les saveurs et les odeurs sont souvent associés à des expériences émotionnellement fortes, comme celle de Proust avec sa madeleine.

Malgré cela (ou peut-être à cause de cela), la gamme des goûts disponibles dans les magasins d'alimentation tend irrésistiblement à se restreindre. C'est comme si, après s'être ouvert aux autres cultures, après avoir découvert les autres gastronomies, après avoir testé des produits de plus en plus exotiques, on se

rabattait maintenant sur quelques goûts standards. Il n'existerait ainsi plus qu'une demi-douzaine de races de poulets sur le marché occidental, alors qu'au début du siècle, elles étaient plusieurs dizaines. Pareil pour les fruits, les légumes, et à peu près tout ce qui se mange. Pareil pour les chips (nature, barbecue, fromage cheddar, goût fumé), les croustilles (nature, barbecue, fromage cheddar, goût fumé) et à peu près tout ce qui se grignote dans le vain espoir de tromper son angoisse existentielle.

Pour revenir aux Tubes Minigo, la métamorphose s'accompagne d'un prodigieux tour de passe-passe. Alors que les anciens Minigo se vendaient 2,89\$ pour six pots de 60 grammes (soit 360 grammes), les nouveaux Minigo sont proposés à 2,79\$ pour huit tubes de 40 grammes (soit 320 grammes). Vous voyez l'astuce? Dix sous de moins et deux contenants de plus. C'est la mère de famille qui est contente! Elle fait deux lunchs de plus avec moins d'argent. Et en plus, le petit est ravi, il peut jouer aux marionnettes en regardant Teletoon. En attendant, la mère de famille a payé ses Minigo plus cher (8,72\$ plutôt que 8,02\$ le kilo) et fiston va vite se rendre compte que 40 grammes, ça ne fait pas lourd dans le corps.

Banque nationale Générosité bien ordonnée

« La B.N. est pleine aux as », voilà ce que La Presse révélait en première page de son cahier « économie » du 1^{er} décembre. Ce beau titre plein d'enthousiasme renvoyait à un article chapeauté d'un titre évocateur : « La Banque Nationale atteint le demi-milliard de profits pour l'exercice : une hausse de 22% par rapport à l'année précédente ».

Depuis l'année dernière, les profits de cette banque sont passés de 417 millions à 509 millions, grâce entre autres à « un processus de réduction des coûts qui s'est traduit par la fermeture de près de 70 succursales. » Bref, la B.N. n'a pas fermé des succursales ni licencié des employés parce qu'elle était en difficulté financière, mais simplement parce qu'elle rêvait d'engranger encore et toujours plus de profits.

Heureusement, le Journal de Montréal du lendemain nous apprenait que « les 7 grandes banques donnent un coup de pouce à la Guignolée Pierre-Péladeau ». On retrouvait bien sûr la Banque Nationale au nombre de ces généreuses institutions financières, ainsi que les banques CIBC, Royale, de Montréal, Laurentienne, TD et Scotia. Aux dernières nou-

velles, les profits de ces banques s'élevaient à 9 milliards \$...

Alors combien ont-elles donné à la Guignolée? Quel pourcentage de leur fortune les généreuses institutions ont-elles redistribué? En fait, ces sept banques ont simplement ouvert un compte spécial dans toutes leurs succursales afin que leurs clients puissent y déposer leurs dons. Les banques se feront ensuite un plaisir de faire parvenir à la Guignolée l'argent donné par leurs clients. Quelle belle générosité.

Pour Jean Robillard, chef des relations de presse à la Banque Nationale, cette même banque qui jongle avec plus de 500 millions de profits, « la Guignolée Pierre-Péladeau est un magnifique tremplin afin de faire connaître l'implication communautaire des banques ». Cette campagne permettra, toujours selon M. Robillard, « de mieux nous faire connaître sur [le] plan [des actions communautaires], en plus, évidemment, de venir en aide aux plus démunis de notre société. » De leur venir en aide avec l'argent des autres, évidemment. Devant tant de bonté, les cœurs saignent...

FRANCIS DUPUIS-DÉRI & PIERRE DROLET

REPRISE DANS LE SECTEUR ALIMENTAIRE AUX ÉTATS-UNIS



Harmonium

L'ancien gérant du groupe Harmonium soutient dans un nouveau livre que Serge Fiori faisait beaucoup plus d'argent que les autres membres du défunt groupe grâce à des contrats qui l'avantageaient personnellement.

Et nous qui croyions jusqu'ici que Fiori était juste davantage sur l'acide que les autres.

Tout va bien

Jean Chrétien, ce drapeau canadien transgénique, n'a pas dit un mot sur la Tchétchénie au président russe lors de sa visite au Canada. Et il a annoncé que Team Canada ira en Russie prochainement. Tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Félicitations!

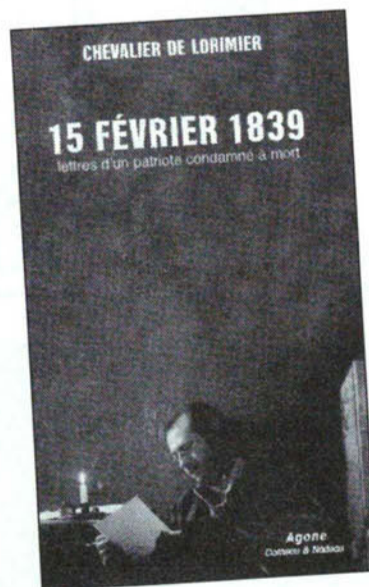
M. Ron Cohen, a qui l'on doit le développement des restaurants McDonald's au Canada, a pris sa retraite le 31 décembre 2000. M. Cohen était aussi responsable du développement de McDonald's en Russie.

Assez curieusement, le président russe Vladimir Poutine n'a pas demandé à le rencontrer lors de sa récente visite au Canada, pays le plus meilleur du monde pour ses hamburgers, comme chacun le sait.

Chevalier de Lorimier 15 février 1839 lettres d'un patriote condamné à mort

«Au-delà des lettres de Chevalier de Lorimier, il y a son combat. Et nous devons apprendre les leçons de l'Histoire pour ne pas répéter les mêmes erreurs.»

Pierre Falardeau



15 février 1839 • 128 pages, 16,95\$ taxe incluse
Bon de commande à nous retourner

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: Mandat Chèque

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 16,95\$





15 FÉVRIER
1839

UN FILM DE PIERRE FALARDEAU AVEC LUC PICARD SYLVIE DRAPEAU FRÉDÉRIC GILLES
AVEC PIERRE RIVARD MARIO BARD YVON BARRETTE DENIS TRUDEL LUC PROULX STÉPHANE F. JACQUES BENOIT DAGENAIS JEAN GUY
JEAN-FRANÇOIS BLANCHARD MARTIN DUBREUIL ROCH CASTONGUAY JERRY SNELL JULIEN POULIN DIRECTION PHOTO ALAIN DOSTIE
DIRECTION ARTISTIQUE JEAN-BAPTISTE TARD CRÉATION DES COSTUMES MARIO DAVIGNON CONCEPTION SONORE SERGE BEAUCHEMIN ET MATHIEU BEAUDIN MUSIQUE JEAN ST-JACQUES
MONTAGE CLAUDE PALARDY PRODUCTEUR DÉLÉGUÉ RENÉ CHÉNIER PRODUCTEUR ASSOCIÉ MARC DAIGLE | PRODUIT PAR BERNADETTE PAYEUR | SCÉNARIO ET RÉALISATION PIERRE FALARDEAU

AVEC LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DE SODEC (SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES - QUÉBEC), GOUVERNEMENT DU QUÉBEC - PROGRAMME DE CRÉDITS D'IMPÔTS, FONDS CANADIEN DE TÉLÉVISION CRÉÉ PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET L'INDUSTRIE CANADIENNE DE LA TÉLÉVISION PAR CÂBLE
FCT - PROGRAMME DE DROITS DE DIFFUSION ET TELEFILM CANADA - PROGRAMME DE PARTICIPATION AU CAPITAL PROGRAMME DE CRÉDITS D'IMPÔTS POUR LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE ET LA PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE DU COMITÉ DU 15 FÉVRIER 1839
AINSI QUE LA COLLABORATION SPÉCIALE DE LA SAQ ET MONTAGE MÉTAPHORE TÉLÉDIFFUSEURS TÉLÉ-QUÉBEC ET SUPER ÉCRAN UNE PRODUCTION DE LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ET DE PRODUCTION ACPAV INC. © 2000 CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ET DE PRODUCTION ACPAV INC.



À L'AFFICHE DÈS LE 26 JANVIER 2001



Au Venezuela de Chavez Tout va bien

Depuis l'accession du commandant Chavez à la présidence vénézuélienne, la «révolution bolivarienne» a bouleversé l'ordre social... sur le papier.

Si Nicole Notat avait été vénézuélienne, elle n'aurait pu faire adopter le PARE sans revêtir un treillis et fonder un coup d'État. La Constitution de ce pays, adoptée en décembre 1999, consacre en effet le principe selon lequel «il est interdit de renoncer à ses droits sociaux» et préconise que «toute action, accord ou convention qui implique le renoncement à ces droits est nul». [...]

À en juger par la flexibilité avec laquelle le nouveau pouvoir a interprété le texte constitutionnel au cours de l'année 2000, les bourgeois pourraient bientôt ne risquer la mort qu'en s'étouffant de rire. Non pas que le régime ait troqué sa rhétorique populaire contre une langue de bois dictée par les «réalités économiques». Il continue, au contraire, de pourfendre le «dogme néolibéral, ce fondamentalisme, cette pensée unique qui nie la diversité»¹. Le problème est qu'en matière de diversité la coalition gouvernementale en connaît un rayon. Composée de militaires nationalistes, d'anciens guérilleros devenus syndicalistes et de militants d'une gauche jusqu'alors marginalisée, elle étale ses contradictions dès qu'il s'agit de faire autre chose que de condamner verbalement «l'oligarchie corrompue». Après leur victoire aux élections de novembre et de décembre 1998, les «révolutionnaires» se sont néanmoins mis d'accord sur une chose: la convocation d'une Assemblée nationale constituante. Il fallait, en somme, changer de constitution pour changer la réalité. Malheureusement, au bout de quelques mois, la première fut remplacée sans que la deuxième ait franchement eu à en souffrir. Soucieux de faire taire les critiques précoces, Chavez a demandé, avec un sens du risque bien mesuré, à être jugé sur ses résultats... en 2011, c'est-à-dire au terme de son éventuel second, et en principe dernier, mandat présidentiel. Sachant que cette date coïncide avec la célébration du bicentenaire de l'indépendance du Venezuela, on devine que le pouvoir n'a pas, à cette occasion, l'intention de se répandre en autocritiques. Encore faudrait-il que les électeurs lui en laissent l'opportunité, car la nouvelle Constitution prévoit une procédure de «rappel» qui permet de déchoir n'importe quel élu de sa charge, même présidentielle, à la mi-mandat.

Article 2: des hyènes qui nous gouvernaient

Comportant plus de 300 articles, le nouveau texte constitutionnel est un catalogue qui décrit, dans le détail, tout ce qu'il faudrait faire pour éviter que le nouveau régime ressemble au précédent, celui des pactes entre «oligarques», celui du règne de la «partitocratie». Cependant il ne suffit pas de l'écrire. En fait, dès que l'Assemblée nationale constituante a ouvert ses séances en août 1999, elle fut submergée par les demandes d'audiences émanant de toutes sortes d'associations et de groupes organisés. Chacun y est allé de sa revendication et de sa proposition d'élevation au rang constitutionnel de telle ou telle garantie. Résultat: certains passages du texte ont au moins le mérite d'être explicites. L'ancien régime était-il autoritaire? Il est désormais constitutionnellement interdit que les policiers utilisent des «armes à feu et des substances toxiques» pour encadrer des manifestations pacifiques. Les fonctionnaires étaient-ils corrompus? Ils apprendront, en lisant la Constitution, qu'ils sont des serviteurs de l'État et «non d'un quelconque parti politique», et que leur dévouement, eût-il été sans limites, ne leur donne pas pour autant le droit de «cumuler plusieurs retraites». Les syndicalistes étaient-ils des pourris à la solde des patrons et du pouvoir? Il est écrit noir sur blanc que les représentants syndicaux qui détournent les bénéfices de la liberté syndicale à leur profit dans un but lucratif seront punis conformément à la loi». Quant aux nouveaux députés, compte tenu de la tendance irrésistible de leurs prédécesseurs à l'oisiveté et à la cupidité, il leur est rappelé qu'ils «doivent se consacrer à plein temps à leur tâche» et que, dans l'exercice de leurs fonctions, il ne faudrait pas qu'ils s'amuse à octroyer, moyennant finances, des «concessions d'exploitation minière pour un temps illimité».

Article 3: de n'importe quoi

Voilà donc que cette constitution tatillonne se révèle bien contraignante. Du moins si l'on ignore les passages trop visiblement concoctés par des sociologues, profession bien représentée parmi les constituants

vénézuéliens. L'éducation, par exemple, y bénéficie de cette définition limpide: «L'éducation est un service public fondé sur le respect de tous les courants de pensée, dont la finalité est de développer le potentiel créatif de chaque être humain et le plein exercice de sa personnalité dans une société démocratique fondée sur la mise en valeur éthique du travail et sur la participation active, consciente et solidaire dans les processus de transformation sociale consubstantiellement liés aux valeurs de l'identité nationale et avec une vision latino-américaine et universelle.» Bel exercice de pédagogie. Force est de constater, par ailleurs, que certaines dispositions traduisent un tel souci du détail qu'elles sont par avance programmées pour être violées, quotidiennement, 24 heures sur 24. Au grand dam de l'audimat et du syndicat des mimes, l'article qui rend obligatoire «le sous-titrage ou la traduction en langage des signes des émissions télévisées» est resté lettre morte. Les sourds-muets, toujours privés des frissons des feuilletons télévisés du soir, sont bel et bien les koulaks de la révolution bolivarienne. Sans parler des millions d'habitants des bidonvilles de Caracas qui comptaient sur la e-bourse pour sortir de la misère, désormais réduits au constat désespéré de la non-application de l'article qui garantit «l'accès aux nouvelles technologies» pour tous. Ils attendront, pour acheter en ligne les sacs de riz d'action contre la faim, la révision constitutionnelle qui leur donnera le droit inaliénable à l'électricité, à l'ordinateur, au compte en banque provisionné et à la carte de crédit internationale.

Il faut dire que les autorités ne se sont pas démenées pour coller à la lettre de la Constitution. Au lendemain du référendum qui, le 15 décembre 1999, avait vu le texte plébiscité par plus de 70% des votants, l'Assemblée nationale constituante approuvait un décret dit du Régime transitoire des pouvoirs publics qui avait pour objet de... suspendre la Constitution. Jusqu'à la tenue des «méga-élections» qui, le 30 juillet 2000, allaient relégitimer la quasi-totalité des charges électorales, du président de la République aux maires, il valait mieux, pour être efficace, faire abstraction de la nouvelle charte.

C'était bien parti.

Article 4: de l'annulation de la constitution

Lorsque l'État de Vargas fut submergé par des coulées de

boue qui ont coûté la vie à plusieurs dizaines de milliers de personnes en décembre 1999, l'autorité régionale a eu beau invoquer l'article qui consacrait «la décentralisation comme outil démocratique», elle n'a pas été associée aux plans de reconstruction des zones sinistrées.

L'aide internationale et les crédits exceptionnels sont restés entre les mains du pouvoir central. Il s'est agi, ensuite, de désigner les membres de la commission «indépendante» chargée d'organiser et de surveiller le scrutin de juillet. Impartial, le gouvernement a nommé cinq de ses proches, passant outre la procédure constitutionnelle qui prévoyait une consultation large.

Cette équipe a vite fourni la preuve de son incompétence en provoquant une monumentale panne informatique qui a entraîné le report des élections. Lorsqu'il a fallu la remplacer par une autre moins nuisible, un haut responsable a avancé que «la désignation de la nouvelle commission respecterait l'esprit et non la lettre de la Constitution», sans quoi les élections finiraient par avoir lieu «dans un an», avant d'ajouter, exaspéré, qu'on n'allait «quand même pas se réunir dans un stade pour demander son avis à tout le monde sur la question»². C'eût été, en effet, anticonstitutionnel.

L'opposition ne fut pas en reste. Depuis la chute des «oligarques», elle est menée par un ramassis de jeunes gominés qui prétendent ne voir en Chavez qu'un nazi, dès lors que celui-ci n'expose pas un projet de transformation du pays en une vaste zone franche. Leur aspiration à l'établissement d'une démocratie libérale à l'américaine emprunte surtout à cette dernière son volet de manipulation électorale. En vaillants résistants au régime du Kaiser des tropiques, ils se sont jetés sur les places laissées vacantes par la direction déchu de l'organisme électoral. Histoire, disaient-ils, de garantir la transparence du scrutin. Peu importe si leur propre élection était en tout point illégale. De toute façon, à quoi bon respecter une constitution qui, au goût de cette jeunesse dorée, sent un peu trop la vieille gauche? Autant faire comme elle et en profiter.

Aquilès
(Extrait de *La Vache folle*, No 28)

- 1. Discours de Chavez devant la Constituante, 5-08-1999.
- 2. El Universal, 31-05-00.

APRÈS LA VACHE FOLLE LA VACHE RASSURANTE



Les Juifs d'Outremont

Retour des tensions entre les Juifs et les non-Juifs d'Outremont. Est-ce parce que les Juifs ont demandé de nommer une rue, une ville, voire le fleuve d'après le nom d'un personnage sacré du judaïsme, ou encore parce qu'ils auraient réclamé que leur fête du Yom Kippour soit un congé national? Heureusement que non. Ce serait été aussi ridicule pour notre Québec laïque que si Noël ou Pâques étaient déclarés jours fériés, que si toutes nos rues ainsi que nos villes portaient le nom d'autant de saints.

Mais les Juifs d'Outremont ont fait bien pire pour un Québec laïque: ils ont demandé le droit de poser au sommet des poteaux de téléphone un fil qui entourerait leur quartier. Ce fil permet aux Juifs orthodoxes de contourner l'interdit que leur impose leur religion de transporter des objets hors de chez soi le jour du shabat. Grâce à un fil spécial, le eruv, un espace public peut être considéré comme un espace privé, ce qui permet aux Juifs d'y transporter une poussette pour bébé ou un parapluie. Les laïques québécois se sont élevés avec un courage exemplaire contre cette demande absurde et ont proposé aux Juifs de revoir leurs lois religieuses et d'abroger cet interdit stupide. Bravo à nos preux laïques! Imaginez un instant que les Juifs ajoutent leur petit eruv à l'enchevêtrement de fils électriques et de fils téléphoniques qui obstrue déjà notre ciel. Ce nouveau fil risquerait de ruiner le plaisir que nous avons à admirer le ciel de notre Québec laïque et la majestueuse croix du Mont-Royal qui, la nuit, brille de tous ses feux.

MOHAMED SMITH-GAGNON

TÉ-SHIRTE Le Couac



Un cadeau idéal, surtout si vous allez dans le sud... Tailles: médium, large

Envoyez un chèque de 15 \$ + 3\$ pour les frais de poste à l'adresse du journal. Quantité limitée.

Soirée de cinéma Le Couac!

Le Couac, votre canard préféré, présente *A l'insu du plein gré*, un film de Simon Galiéro sur le merveilleux monde du cinéma québécois. Venez entendre notamment Robert Morin, Micheline Lanctôt et Denis Chouinard raconter leur expérience dans ce joli monde contrôlé par Téléfilm Canada, la SODEC et quelques gros bonnets. Le samedi 20 janvier à 20 heures, au 3655, boulevard Saint-Laurent à Montréal. Contribution suggérée: 4\$.



VIENT DE PARAÎTRE
J.-Claude St-Onge
L'imposture néolibérale
Marché, liberté et justice sociale

Liberté? Imposture! A moins qu'on ne la résume à la propriété et à l'accumulation des richesses, apanage d'une minorité toujours plus puissante. Nouveauté? Imposture! Le néolibéralisme remplace les idées d'hier par celles d'avant-hier en les présentant comme celles de demain. Enfin un ouvrage de vulgarisation philosophique qui démonte un à un les dogmes du néolibéralisme.



204 pages • 16,95 \$
ISBN 2-921561-50-6 • DIFFUSÉ PAR DIMÉDIA
DISPONIBLE EN LIBRAIRIE OU PAR LA POSTE
À L'AIDE DU BON DE COMMANDE CI-DESSOUS

⊗ Veuillez me faire parvenir
L'imposture néolibérale
16,95\$ + 4,00\$ de frais de poste
+ 1,47\$ de TPS (7%) = 22,42\$

Nom: _____
Adresse: _____
Ville: _____ Code postal: _____
Tél. jour: _____ Tél. soir: _____

Ci-inclus, un chèque ou mandat-poste de 22,42\$. Faites parvenir ce bon de commande avec votre paiement à:
Les Éditions Écosociété, C.P. 32052, succ. Les Atriums, Montréal (Québec) H2L 4Y5

L'AMÉRIQUE APPREND LA DÉMOCRATIE :



JE NE COMPRENDS PAS : CHAQUE FOIS QUE JE RECOMPTE LES VOIX, LA MACHINE NE ME DONNE PAS LE MÊME RÉSULTAT.



Portrait de l'athlète idéal

D'après une étude récente de deux chercheurs américains, le Canada aurait dû gagner 24 médailles aux derniers Jeux Olympiques, or il n'en a gagné que 14. Cette étude « montre » que le nombre de médailles obtenues par un pays donné dépend du nombre d'habitants, du produit intérieur brut et du nombre de médailles remportées lors des Jeux précédents.

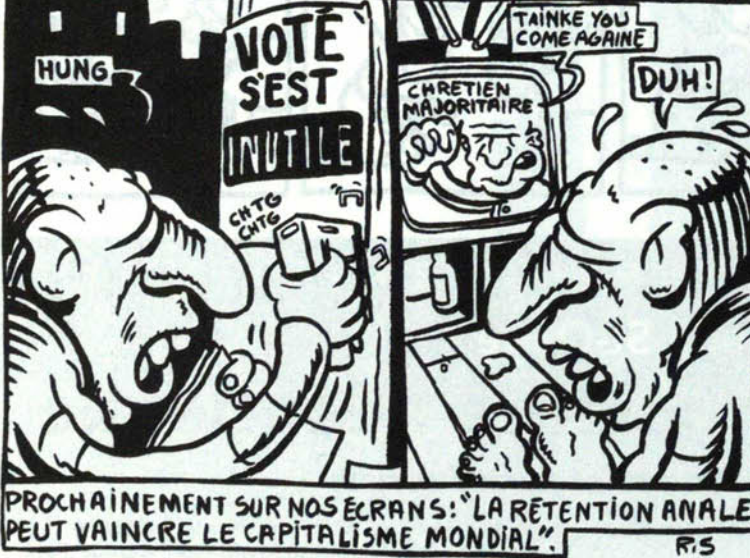
Dans la même foulée, des chercheurs danois ont affirmé, à la suite d'une étude menée au Kenya, que « les athlètes noirs possèdent des gènes spécifiques qui leur permettent de courir plus vite et plus longtemps que les blancs (les Keniens ont un rythme cardiaque plus bas à cause de l'altitude des hauts plateaux et... des jambes d'oiseaux qui leur permettent de sauter et rebondir mieux que les autres).

À la lumière de ces deux études voici donc le portrait de l'athlète olympique idéal : citoyen d'un pays riche, très peuplé et ayant déjà remporté beaucoup de médailles, noir, sans coeur, avec des pieds d'athlète et vivant dans les hauteurs.

Comme on dit, si pas sérieux s'abstenir!

T.D.

CHRONIQUE DU 27 NOVEMBRE!!



La démocratie est une jeune pousse fragile

Les dernières semaines ont singulièrement mis en évidence une vérité que, tant dans la grisaille des jours que la grisaille des nuits, on a tendance à oublier: la démocratie est une pousse fragile dont il importe de prendre soin, sous peine qu'elle ne s'étirole irrémédiablement.

Et qu'y a-t-il de plus tristounet, je vous le demande, que la vue d'une plante morte, penchant lamentablement hors du pot, sèche et brune, elle qui pourtant était promise à des lendemains qui devaient chanter, son front dentelé bombé d'idéal et portant bien haut ses vertes espérances?

Ils s'y sont mis à plusieurs ces derniers temps pour la maintenir pétante de santé, cette pousse fragile.

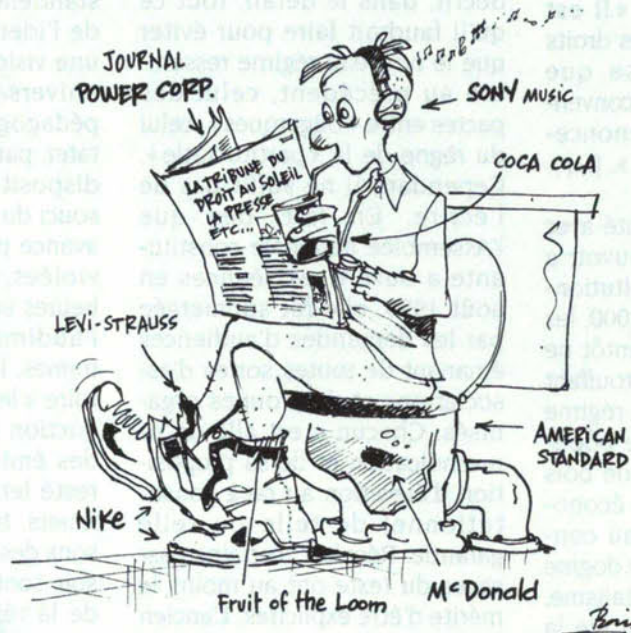
Prenez le soir des élections, tiens!

L'espace d'un fugace instant, on a vu apparaître sur les écrans ce qui arrive quand des citoyens, conscients de la valeur d'un vote et de la nécessité surtout de ne pas le gaspiller en un futile éparpillement, s'y mettent pour forger une belle majorité comme les aiment tous les Saddam Hussein de ce monde.

Du comté de Mont-Royal, représenté longtemps par ce paragon démocratique qui avait nom Pierre Elliott Trudeau et qui recouvre essentiellement la bien nommée Town of Mount Royal, un premier résultat arrive: Parti libéral: 99, Bloc québécois: 1...

Ne sautons surtout pas aux conclusions, en dépit des apparences: ce sont bel et bien les francophones qui s'adonnent au vote dit ethnique, comme d'autres s'adonnent les fins de semaine au cannibalisme, à l'ostracisme,

démocratiques héritées de la lointaine Albion, pour trouver des scores frisant les cent pour cent d'opposition, Robert Libman et la municipalité dont il est maire, Côte-Saint-Luc, remportant la palme à ce chapitre. Mais faut-il s'en étonner? Les droits et les libertés ne sont-ils pas les fondements même de la démocratie! Et à Monsieur Libman, spécialiste en la matière pour avoir longuement et fréquemment fréquenté les cours en pourfendant cette illégalité ambulante qui a nom loi 101, il n'est pas possible de donner des leçons à cet égard.



au bellicisme et au paludisme. Tous les Mordecai de ce monde ne peuvent pas se tromper quand ils posent ce diagnostic. Le problème des francophones, il est ailleurs. Comme ils n'ont qu'une connaissance fort limitée de la démocratie et de ses vertus cardinales quand elle est utilisée à bon escient, ils se plaisent à gaspiller leurs forces en divisant leurs votes. C'est ainsi que leur méconnaissance intrinsèque du processus démocratique les a fait voter dans une proportion de 60-40 au dernier référendum, pendant que les Anglais et ceux qui les trouvent de leur goût répartissaient leurs votes dans une proportion de 95-05.

Ainsi en est-il des fusions projetées. Il faut aller dans les villes du West Island, où on a derrière soi une longue fréquentation de ces activités

Parlant démocratie, Lucien Bouchard a clos le débat. Applaudissant presque à l'achat du Soleil, du Droit et du Quotidien par Power Corporation, il avançait que la liberté courait davantage de risques quand l'État se mêlait d'information que lorsque ce sont de grandes entreprises multinationales qui la tenaient littéralement en laisse.

On se doutait depuis longtemps que Robert Bourassa qui, dans son temps, avait bloqué à deux reprises la même transaction, n'avait rien d'un démocrate.

On en a maintenant une preuve manifeste, irréfutable. Une preuve aussi manifeste, aussi irréfutable, que Lucien Bouchard est un souverainiste convaincu. Ce qui est révélateur du poids de la preuve.

MICHEL RIOUX

ONU.
L'AMÉRIQUE N'A PLUS LES MOYENS D'ÊTRE RICHE



Toto Hugo

Hugo St-Cyr, vedette de l'intelligente émission Watatow, adore sa Camaro 1979, révèle La Presse (18-12-00)

Assommant

Les vêtements «Groggy» s'annoncent sur les flancs des bus de Montréal à grands renforts de minces pitoues blondes et de grosses lettres roses. Lesquelles précisent qu'il s'agit de «vêtements urbain» [sic]. Si le beau linge est groggy la règle de l'accord en nombre est, elle, carrément knock-out.

TÉ-SHIRTE Le Couac



Un cadeau idéal, surtout si vous allez dans le sud... Tailles: médium, large

Envoyez un chèque de 15 \$ + 3\$ pour les frais de poste à l'adresse du journal. Quantité limitée.

L'APARTÉ
Café

du théâtre sur un plateau

5029, rue St-Denis, Montréal (face à l'École nationale de théâtre) Tél.: (514) 282-0911

Abonnez-vous!

Par téléphone: (514) 287-9467





Le petit observatoire des médias De l'autoroute de l'information au commerce électronique

Vous dites « Internet » devant n'importe quel Intel et en moins de temps qu'il n'en faut à Bernard Landry pour offrir une subvention à GM, des noms comme Bill Gates, Yahoo, AOL surgissent à son esprit.

Internet? Un machin développé par des entreprises privées qui nous font bénéficier, généreusement mais moyennant rétribution, de leurs savoirs et de leurs expertises.

L'ennui, c'est que c'est faux. Car le fait indéniable, c'est qu'Internet a été essentiellement développé avec des fonds publics.

On peut situer les origines d'Internet en 1969, à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA). À l'automne, cette année-là, une connexion fut établie entre des ordinateurs (de 24K!) des universités de Stanford, de Santa Barbara et d'Utah. Ce résultat était l'aboutissement d'un projet de recherche financé par l'armée américaine (plus précisément par l'Agence pour les Projets de Recherche Avancés du Pentagone ou ARPA) et entrepris quelques années plus tôt. De quoi s'agissait-il? En un mot, de commutation de paquets: il s'agit d'une technique de transmission d'information qui consiste à segmenter le message en une série de paquets qui seront véhiculés sur un réseau décentralisé et émaillé et reconstitués à l'arrivée. Le nom de ce premier réseau était ARPANET.

Pour les universitaires, cette technologie pouvait offrir un mode de communication fort intéressant, utile et efficace. Mais pour le Département de Défense, l'intérêt du projet était également immense. Vincent Cerf est l'un des « pères » d'Internet et il était pleinement conscient de l'intérêt militaire de son bébé: « Les applications militaires de ce projet m'apparaissent assez clairement: lorsque vous avez des forces terrestres mobiles, des navires en patrouille et des installations fixes, tout cela doit être connecté par un système, un réseau de communication! » Bref: le réseau, même partiellement détruit par une bombe (fut-elle nucléaire: nous sommes en pleine Guerre froide...) pourrait encore fonctionner.

ARPANET se développe, d'abord très modestement, en même temps que d'autres réseaux. En 1972 apparaît une application promise à un riche avenir: le courriel. Quand se pose la question du langage commun permettant aux différents réseaux de communiquer entre eux, on convient de protocoles de transmission et de routage. Ce qui s'impose finalement est un ensemble de protocoles créé par Robert Kahn et Vinton Cerf qui est adopté sur

Arpanet au début des années 80: cette famille de protocoles s'appelle TCP/IP (Transmission Control Protocol over Internet Protocol). En 1983, ARPANET est divisé en deux réseaux: ARPANET et MILNET, réservé aux militaires.

Les années 80 voient une extension des connexions informatiques à de nouveaux secteurs du monde universitaire. Un développement important se produit alors en Europe, au Centre Européen de la Recherche Nucléaire: une équipe dirigée par Tim Berners-Lee invente un nouveau mode de recherche de l'information, l'hypertexte. Désormais, plutôt que ce soit l'utilisateur qui envoie l'information qu'il souhaite transmettre à des utilisateurs, l'utilisateur peut lui-même aller chercher l'information qu'il désire, grâce à un logiciel de navigation ou Browser. Ce qui naît alors, c'est la Toile, le World Wide Web.

Internet est devenu un outil mondial. S'il attire toujours et de plus en plus des chercheurs et des universitaires, le grand public commence bientôt à s'y intéresser aussi. Le nombre de machines connectées à Internet va alors monter en flèche, de manière fulgurante à compter des années 90, quand ARPANET cesse d'exister, qu'Internet se développe et qu'explose le WWW.

Un thème domine tous les autres dans l'histoire récente d'Internet (et des NTIC): la commercialisation et la privatisation progressive du réseau. Selon un schéma classique, Internet, créé avec des fonds publics, a en effet été donné aux entreprises privées pour qu'elles puissent en tirer des profits - en gros cela se produit à partir de 1995. Vincent Cerf a écrit: « C'est bien plus tard, vers 1986, que l'on mesura l'étendue des extrapolations commerciales. Jusque-là, Internet présentait surtout un intérêt pour les institutions d'éducation et de recherche. Et ce

d'une fois rappelé le caractère profondément « libéral » du réseau, inscrit d'emblée dans son fonctionnement. En effet, Internet, à l'image du monde universitaire qui en a été le berceau, s'est voulu un « lieu » décentralisé de libre accès et de libre circulation des idées et des informations gratuites. Les systèmes d'exploitation Linux en sont un excellent et actuel exemple.

On peut prendre une mesure intéressante de ce processus de commercialisation d'Internet et du WWW en examinant la manière dont les médias en ont parlé.

Dans un premier temps, on nous en vante les vertus citoyennes, sociales, politiques voire pédagogiques. Puis, la machine à fric se mettant en marche au fur et à mesure que le secteur privé découvre les immenses possibilités du médium, on parle commerce et gros sous et les vertus qu'on nous chantait hier encore sont reléguées dans l'ombre. Dans le cas d'Internet, on nous a d'abord longuement parlé d'une « autoroute de l'information » avec toutes les connotations positives que recouvre cette expression. Puis, le temps passant, on parla, de manière de plus en plus exclusive, de commerce électronique. Norman Solomon, qui étudie les médias aux États-Unis, a étudié ce phénomène dans ce pays. J'ai voulu savoir ce qui en était chez nous.

Au Québec, le mot Internet, on l'aurait deviné, apparaît dans nos médias au tout début des années 90: plus précisément, il n'est que très exceptionnellement évoqué avant 1993. Très vite, il est alors question d'autoroute de l'information et de ses nombreux bienfaits. Peu à peu, comme aux États-Unis, on cause bientôt commerce électronique et à peu près plus du tout de cette démocratie et citoyenne autoroute. Voyez plutôt ce qu'on obtient en interrogeant une banque de données:

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (au 08-10)
Autoroute de l'information	13	250	442	351	248	205	176	139
Commerce électronique	8	12	65	109	194	461	1432	2672

Tableau: Les occurrences d'« autoroute de l'information » et de « commerce électronique » dans les principaux quotidiens québécois, 1993-2000.

n'est pas avant 1990 que le monde des affaires découvre tous les avantages qu'il pouvait en attendre.»

La commercialisation (et éventuellement la privatisation) qui s'ensuit et qui se poursuit est un objet de préoccupation pour bien des gens. Sous nos yeux, le réseau d'information et d'éducation se mue en « cybereldorado », avec tous les effets prévisibles de cette mutation. Il faut ici rappeler que les pionniers d'Internet ont plus

Je vous laisse le soin de tirer les conclusions qui s'imposent.

RAYMOND-LA-SCIENCE
baillargeon.normand@uqam.ca

1. Cité par: J-J Lavenue, « Cyberspace et droit commercial: pour un nouveau Jur Communicationis ». Fort intéressant article sur les aspects juridiques d'Internet, à lire à: <http://www2.univlille2.fr/droit/enseignants/lavenue/cyberart.htm>



Le salut par la grammaire

« Ceux qui se sont moqués des bêtises transversales de la réforme se sont fait demander par les gourous: au fait, vous là qui raillez, que connaissez-vous aux sciences de l'éducation? » Euh... rien. C'est comme ça que tout le monde a fermé sa gueule de peur de passer pour un con. Combien on parie que c'est comme ça que le ministre s'est fait embarquer? »

Pierre Foglia,
La Presse, 12 décembre.

La plupart du temps, je suis d'accord avec Foglia, donc en accord avec son public et en désaccord avec les autres.

Les « gourous des sciences de l'éducation », comme il les appelle, sévissent depuis trente-cinq ans. Ils ont rapidement et à demeure désorganisé l'enseignement de la langue. Voilà donc bientôt deux générations où chacun, sortant des écoles, ignore assez généralement l'orthographe, la grammaire, la syntaxe, ainsi que la logique des idées, et, par voie de conséquence, les idées elles-mêmes. Cela, comme on sait, fait chaque année un bel embouteillage à l'entrée de l'université et dedans.

La langue! Comment enseigner cela? Je sais un peu: cela s'apprend comme la plomberie. C'est une mécanique, non pas seulement mais d'abord. Les autorités ont décidé qu'on enseignerait plus ou moins par hasard cette mécanique, comme d'ailleurs on n'étudierait plus les textes mais le journal, plus l'histoire mais l'actualité.

Un imbécile, ce n'est pas une personne incapable de jongler avec des idées abstraites et des concepts sophistiqués. Impossible de définir un imbécile avec ce critère. C'est plutôt quelqu'un qui ignore que B et A font BA et qui surtout, comme les gourous, n'a aucune idée de l'importance fondamentale de l'épellation...

Le salut par la grammaire. On devrait mettre ça sur le fronton de toutes les écoles — surtout celles, c'est urgent, des « sciences » de l'éducation.

PIERRE VADEBONCEUR

Conférence avec Normand Baillargeon

Notre ami Normand Baillargeon ainsi que Dario DiFacendis et Michel Chartrand parleront de « l'éveil social des enseignants » à l'occasion d'un débat organisé par l'AGÉÉÉ (Association générale des étudiantes et étudiants en éducation)

Cette conférence est ouverte à tous et c'est gratuit! Elle aura lieu le mardi 16 janvier 2001 à 19h à l'Université de Montréal. Au moment d'aller sous presse, nous ignorions toujours le local, mais on peut s'informer à ce sujet en téléphonant à l'Association étudiante: (514) 343-6111 poste 5022. Par courriel: benlasalle@videotron.ca.

Jacques Brault

La grande Nathalie Petrovsky s'était inquiétée publiquement lorsque le poète Jacques Brault avait reçu le prix Gilles-Corbeil, un des prix les plus importants de notre littérature. Pourquoi pas moi, avait-elle demandé le plus sérieusement du monde, tout en avouant ne pas connaître Brault. Comme vous connaissez la dame, lisez plutôt Brault. Les éditions du Noroît viennent de publier toute son œuvre, immense, en poche.



La barbarie douce

Chassez-le par la porte et il reviendra par la fenêtre, dit l'expression consacrée. De la même manière, nous étions assez naïfs pour croire que c'en était bel et bien fini de Mai 68 et, aveugles que nous sommes, nous n'avons pas vu que nous nous débattions toujours avec ses vestiges encombrants. Loin d'être évacués, les thèmes porte-étendards de l'autonomie, de la responsabilité, de la participation, sont plus présents que jamais, à cette différence près que ce ne sont plus les étudiants qui en sont les principaux revendicateurs, mais bel et bien les thuriféraires du nouveau management et de la pédagogie moderniste. Ainsi, après les GO des clubs Med, le patronat nous offre avant même que nous ne l'ayions demandé le concept des GP (gentils patrons), dégoulinant d'attention pour leurs GS (gentils salariés).

Le hic, c'est que sous cette soi-disant « attention » se cache en fait une réelle manipulation que Jacques Le Goff qualifie de « barbarie douce », titre de son récent essai. Et loin d'être confinée à l'entreprise privée, cette manipulation trouve ses relais et sa légitimité jusque dans les institutions publiques à

travers la mise en place d'outils d'évaluation des compétences élaborés, s'adressant aussi bien aux travailleurs qu'aux étudiants et répondant partout à la même logique de contrôle.

En fait, à en croire Le Goff, nous ne sommes pas loin du découpage productiviste opéré dans le passé par les adeptes du taylorisme, sauf que cette



fois-ci, il ne s'agit plus uniquement de gestes et de postures mais bien d'attitudes psychologiques, de comportements, de caractères désignés comme autant de facteurs clé du développement de la productivité et de la qualité.

Ainsi, au nom de la modernisation et du changement, voire d'une émancipation qui décidément prend des airs d'Arlésienne, jamais la réalité n'aura été à ce point formalisée, instrumentalisée, le travail vidé de son sens et l'école détournée de sa mission.

Toutefois, si les multiples citations que l'auteur reproduit dans un incessant couper-coller ont le mérite de faire ressortir l'absurdité des discours de ceux qui se présentent volontiers comme les « émancipateurs de l'ère nouvelle », cette méthode constitue aussi la principale faiblesse de l'ouvrage de Le Goff. Car en plus d'être lassante, on en arrive à se demander si les propos dénoncés sont en effet confus, ou bien si cette confusion ne relève pas plutôt de la façon dont l'auteur exploite et présente ces citations dont il nous abreuve, ne nous donnant d'autre choix que d'accepter ses conclusions. Baser son argumentation sur une nuée de citations hors-contexte, c'est quand même un peu gênant quand on parle de manipulation...

AUDE RIBIS

Jean-Pierre Le Goff, *La Barbarie douce, la modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Paris, La Découverte, 1999

Arthur Cravan, poète et boxeur



On a fait grand cas, ces dernières années, de Stéphane Ouellette, poète-boxeur du lac Saint-Jean, un gaillard à l'évidence plus doué pour se faire aimer du public que pour casser la gueule à ses adversaires ou pour la poésie de ruelle.

Dans le genre poète-boxeur, il faut dire que l'histoire a retenu mieux en la personne d'Arthur Cravan, notamment *challenger* de Jack Johnson, champion du monde, dans un combat présenté à Barcelone en avril 1916.

D'origine anglaise, né en Suisse en 1887 sous le nom de Fabian Avenarius Lloyd, vivant en France où il se fait connaître avant de s'enfuir en Espagne, Arthur Cravan finit par se rendre aux États-Unis. En novembre 1917, sans doute par crainte de se voir enrôlé de force par l'armée, il décide de passer la frontière canadienne avec un passeport russe. Il est alors déguisé en femme, lui qui mesure 2 mètres et pèse plus de 100 kilos. À Québec, il s'embarque à bord d'un bateau danois et pose pied à Terre-Neuve. Il se fait pêcheur sur un morutier avant de se retrouver au Mexique comme professeur de boxe. Il est disparu en 1919, dans des conditions mystérieuses, peut-être dans le golfe du Mexique, d'après ce qu'en dit André Breton. Une vie toute simple, vous voyez.

Cette courte vie est considérée comme un condensé des vertus que certains révolutionnaires de cette époque s'efforcent de mettre de l'avant. Cravan se moque par ses incohérences toutes calculées de la structure sociale. On le prend pour un pacifiste ou un objecteur de

conscience qui fuit la Première Guerre mondiale? On se trompe, explique Cravan: « Mais je n'ai aucune objection à faire! Ils peuvent tous se faire tuer si ça leur chante — je m'en lave les mains — mais qu'ils ne s'attendent pas à ce que je leur emboîte le pas. Enfin quoi, si leur folie collective leur disait qu'ils doivent faire le sacrifice de leur vie pour moi, je ne me donnerais même pas la peine de les en dissuader. » L'humanité est tordue. Pas la peine de tenter de la redresser, juge-t-il. Il faut plutôt la déstructurer davantage afin de fonder un monde nouveau.

À l'occasion de conférences, Cravan se présente toujours comme le neveu d'Oscar Wilde, souvent comme « l'homme aux cheveux les plus courts du monde ». Il tire sur la foule, danse le tango, parle un peu de boxe, boit de l'alcool en se moquant de son public. À New York, sans prononcer une seule parole, il se présente sur scène et se déshabille tandis que la salle, affolée, est évacuée par les forces de l'ordre. À une autre occasion, il annonce qu'il se suicidera au cours de sa conférence.

Cravan est en fait considéré comme l'une des principales influences tant des dadaïstes de Tristan Tzara que du surréalisme qu'anime André Breton.

Maintenant, revue qui connaît cinq numéros entre 1912 et 1915, constitue sa seule œuvre littéraire publiée de son vivant. Dans les pages de cette revue, en plus de donner à lire sa poésie, Cravan y fait l'écrasante satire de la peinture de son époque. Il raille aussi André Gide, avec une rare finesse. En 1996, des farceurs remplacèrent le nom de Gide dans ce texte efficace par celui de Philippe Sollers: l'effet était toujours le même, preuve éclatante de la vigueur de Cravan. Dans *Maintenant*, notre poète-boxeur prend aussi la peine d'écrire trois articles consacrés à Oscar Wilde afin d'établir, aux yeux de ses lecteurs, qu'il en est bien le neveu. La légende veut même qu'il en eut été le fils illégitime.

Mais peu importe à Cravan la vérité ou la morale de la vérité. Seul compte pour lui de multiplier les provocations afin de contester les cadres sociaux traditionnels. Cela nous a-t-il laissé quelque chose?

D'Avenarius Lloyd, au Québec du moins, il ne reste guère de souvenirs, sinon le clin d'œil que lui a fait un jeune éditeur en baptisant sa maison de poésie L'Oie de Cravan. Faut-il vous dire que Stéphane Ouellette ne publie pas dans cette maison?

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Arthur Cravan, *Maintenant*, « L'école des lettres », Seuil, Paris, 1995

Arthur Cravan, *Œuvres*, Ivrea, Paris, 1992

Arthur Cravan, *Portrait de Philippe Sollers*, Ab Irato, Paris, 1999

Du fond de mon arrière-pays

LA BONNE AVENTURE

Pour qui a lu les mémoires de Jules Hetzel, celles de Calmann-Lévy et celles de Bernard Grasset, le récit de Jacques Fortin n'aura rien d'une épiphanie, d'abord parce que le livre n'est pas très beau ni dans sa typographie ni dans sa présentation, et encore moins dans le choix des photos dont la plupart semblent avoir été empruntées à Adrien Thériot du temps qu'il mettait sur pied *Lettres québécoises*: des chromos mal cadrés, flous comme le Saint-Laurent par temps de brume, avec plein de monde qui ont la bouche croche, les yeux fermés ou bien à qui il manque un bout de tête ou un bout de main.

Ceci étant dit, je m'arrête tout de suite dans ma chicanure: nos éditeurs écrivent si peu sur leur métier que j'aurais tort de chier sur le bacul parce qu'ils écrivent comme des handicapés. Jacques Fortin ne s'en cache pas d'ailleurs, lui qui a commencé sa vie publique comme représentant d'un gros éditeur français auprès des maisons d'enseignement. Ce n'est donc pas la littérature, encore moins l'écriture, qui l'a incité à fonder sa maison, mais le besoin qu'avait un petit gars pauvre de la Beauce de devenir riche. Les premiers choix d'éditeur de Fortin en rendent parfaitement compte: des ouvrages tetons sur la vie après la mort, la cartomancie, l'enfer du Mont Wright et l'art de réussir un brunch. Rien pour que votre mère vous joue du violon les soirs creux d'hiver.

En fait, Québec-Amérique s'est mis à ressembler à quelque chose quand Pierre Vallières y fit son entrée avec *La mort de Pierre Laporte*, puis Yves

Québec-Amérique s'est mis à ressembler à quelque chose quand Pierre Vallières y fit son entrée.

Beauchemin avec *Le matou*, puis Gilbert Larocque qui en devint le directeur littéraire. Gilbert Larocque n'aimait guère *Le matou* que l'énorme succès de librairie frustrait, lui qui écrivait de solides romans qui n'avaient pas beaucoup de retentissement, et surtout pas en France où Yves Beauchemin pétait le feu presque malgré lui. C'est que l'édition de son roman là-bas n'eut pas grand chose à voir avec la littérature: le président de France-Loisirs ayant déjà fourré Fortin en lui achetant pour presque rien un livre qui devint un best-seller en Europe, il consentit à publier *Le matou* dans son club, avec le résultat qu'on connaît: plus de 750 000 exemplaires vendus en France seulement.

Avant d'être un grand éditeur, Fortin est d'abord et avant tout un homme d'affaires. Quand Gilbert Larocque mourut, Fortin prouvant qu'il ne connaissait pas grand-chose à la littérature, voulut faire de Jacques Godbout, un arrogant jésuite déguisé en cinéaste, le nouveau directeur littéraire de sa maison. Il envoya à Godbout les cinq meilleurs ouvrages publiés par lui dont *Le matou*, bien évidemment. Filleux, Godbout les lui retourna en précisant qu'il n'aurait publié aucun d'entre eux!

Il y a plein de petites choses comme celles-là dans l'ouvrage de Jacques Fortin, à glaner entre trop de pages qui ressemblent à ces notices nécrologiques que publient les journaux: à vouloir trop dire un bon mot sur chacun de ses auteurs, Fortin finit par se retrouver avec le cerveau à marée basse, ce qui est dommage pour les pages lumineuses qu'il nous donne sur Arlette Cousture, sur l'édition du *Visuel*, ce multi-dictionnaire qui fit de lui un millionnaire, sur Louis Hamelin et sur nos rapports d'édition avec les Français se faisant toujours sur le mode colonialiste comme à l'époque de Paul Michaud. Cet éditeur de Québec fut le premier chez nous à vouloir faire comprendre à Paris que notre littérature était résolument moderne et aussi importante que n'importe quelle autre. Michaud y perdit sa chemise, contrairement à Fortin qui s'y délesta surtout de toutes ses illusions. Ne serait-ce que pour ce qu'il écrit là-dessus en guise de conclusion à son ouvrage, Jacques Fortin vaut bien une grand-messe du temps des Fêtes.

VICTOR-LÉVY BEAULIEU

Jacques Fortin, *L'Aventure, récit d'un éditeur*, Montréal, Québec/Amérique, 2000

Romanichels



« [...] un livre-massue, un roman qui ne se contente pas de bouleverser; mais qui use d'une écriture brillante et d'émotions chiennes pour se faire dévastateur. »

Julie Sergent, *Voir*

Christian Mistral
Valium

288 p. • 24,95 \$

XYZ éditeur, 1781, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) H2L 3Z1
Téléphone: (514) 525-2170 • Télécopieur: (514) 525-7537
Courriel: xyzed@mlink.net